

13<sup>e</sup> Congrès mondial de la QI

# Le mouvement des femmes et le féminisme en Amérique latine

vendredi 14 mai 2010, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : février 1991).

## Résolution adoptée par le 13<sup>e</sup> congrès mondial de la QI (février 1991).

Sommaire

- [I. Crise, Etat, église, \(...\)](#)
  - [II. La dynamique du mouvement](#)
  - [III. Notre orientation](#)
- 

## Introduction

Partant d'une analyse critique de la résolution du XI<sup>e</sup> Congrès mondial, la Révolution socialiste et la lutte pour la libération des femmes" [1], cette résolution vise à guider l'action de nos organisations dans la tâche centrale qui consiste à organiser, aux côtés des masses de femmes latino-américaines, d'autres secteurs féministes et d'autres organisations révolutionnaires, un mouvement pour la libération des femmes qui prenne toute sa place et joue un rôle décisif dans les processus révolutionnaires et dans la construction d'une société socialiste.

**1.** Les peuples latino-américains subissent le joug de la domination impérialiste, avec ce que cela implique de misère et de distorsion dans le développement de nos sociétés. Les rapports avec l'impérialisme sont changeants, et cela détermine l'apparition de nouveaux mouvements, et une montée de la conscience et de la force des masses - notamment parmi les femmes - quant à leur pouvoir de transformation.

Ces trente dernières années ont apporté des changements profonds et subtils qui ont transformé la face de notre sous-continent et la vie de ses habitants, en particulier celle des femmes :

- la crise structurelle de l'agriculture et le processus inégal d'industrialisation qui ont provoqué une migration massive vers les villes ;
- l'apparition de masses sémi-proletariennes dans les grandes villes qui constituent un autre groupe de dépossédés ;
- le remplacement du modèle d'accumulation capitaliste reposant sur la substitution d'importations par celui qui s'appuie sur l'exportation de produits manufacturés et la modernisation ;
- la crise de la dette ;

- l'usure de l'Etat populiste ;

- la mise en œuvre par l'impérialisme de la stratégie des conflits de basse intensité, ce qui implique une transition contrôlée des dictatures militaires à des gouvernements civils "démocratiques" liée à la répression.

- Plus tard, l'invasion de la Grenade et la présence accrue de bases militaires US sur le territoire latino-américain, en prétextant la "guerre à la drogue".

Tout cela a conduit à un appauvrissement croissant, au développement de la violence et à l'exacerbation des différences et des antagonismes sociaux.

Parallèlement, les victoires révolutionnaires, à Cuba et au Nicaragua, au-delà des problèmes qu'ils éprouvent, incarnent la possibilité de changement pour les masses du sous-continent.

C'est dans ce contexte, celui des années 1980, que les femmes latino-américaines ont fait leur entrée sur la scène politique du sous-continent.

## **I. Crise, Etat, église, famille et oppression des femmes**

2. Dans le cadre de la crise économique, la gestion du budget familial et du travail domestique en général, qui est socialement dévolue aux femmes, devient de plus en plus difficile. Dans les villes, l'hyperinflation impose aux ménagères d'aller de marché en marché à la recherche des aliments au meilleur prix, de moins manger pour permettre aux enfants d'en avoir un peu plus et de vivre dans l'angoisse de n'avoir strictement rien pour nourrir la famille. A la campagne le travail domestique est alourdi par les soins aux animaux et le conditionnement des produits destinés à la commercialisation.

L'absence des commodités élémentaires à la campagne signifie dans des conditions très ingrates pour le travail domestique. Il faut ainsi parcourir de longues distances pour se procurer de l'eau ou du bois et expose les habitants, notamment les enfants, à des maladies chroniques et endémiques, pourtant curables. Dans les quartiers pauvres des villes, les femmes doivent aussi très souvent accomplir les tâches domestiques sans eau courante, sans électricité, dans des conditions insalubres, avec trop peu d'écoles pour les enfants, sans dispensaires. Ces conditions alourdissent le travail des femmes.

3. La paupérisation croissante des masses a forcé les femmes à chercher un revenu qui assure la survie de leur famille.

Entre 1950 et 1980 le pourcentage de femmes économiquement actives a augmenté dans la plupart des pays d'Amérique latine. Par ailleurs, entre 1975 et 1984, dans la majorité des pays pour lesquels nous disposons de données, le pourcentage de femmes dans l'ensemble de la population économiquement active a également augmenté.

4. Chez les femmes paysannes, l'accès aux emplois rémunérés a diminué, ce qui a conduit les femmes à accepter des emplois non-salariés, comme journalières ou métayères, tout en assumant les tâches du foyer.

5. Dans certains cas, notamment le Brésil, le Mexique, en Uruguay, un nombre important de femmes est entré à l'usine. Mais même dans ces cas, elles sont en général confinées à des secteurs spécifiquement féminins, et subissent une discrimination dans leurs conditions de travail, leurs salaires et leur avancement, et continuent par ailleurs à assumer les tâches du foyer "propres aux

femmes" (la double journée).

A la seule exception du Brésil, les femmes actives travaillent essentiellement dans le secteur des services et dans le secteur informel de l'économie. Pour la majorité, cela implique un surcroît de travail mais pas une prolétarianisation au sens précis. Ces changements sont palpables dans de nombreuses grandes villes, où se sont multipliés ces dernières années les vendeurs et vendeuses ambulants, la mendicité et la prostitution. Faute d'emplois salariés stables, les femmes sont sorties dans la rue gagner leur vie comme elles le peuvent.

## **L'Etat et les femmes**

**6.** Face à la crise économique et politique, les bourgeoisies latino-américaines et leurs Etats cherchent en permanence à créer de nouvelles bases de consensus pour préserver leur domination sur la société. Dans la mesure où les femmes, ces dernières années, ont accédé en nombre croissant à la vie publique, même si en majorité elles sont toujours confinées au foyer, les gouvernements bourgeois cherchent à se légitimer vis-à-vis d'elles en engageant le dialogue avec les mouvements de femmes organisés et en se présentant comme les champions des droits démocratiques et civiques des femmes. Cela s'est traduit par une offensive idéologique de la part de nombreux gouvernements et forces bourgeoises en direction des femmes, dans les discours électoraux comme dans la nomination de femmes à des fonctions gouvernementales.

**7.** Dans certains pays comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine et l'Uruguay, les partis bourgeois au pouvoir ont impulsé la création d'institutions ou d'organismes qui ont pour objectif de développer des programmes qui visent la femme dans sa condition de sexe opprimé. La plupart de ces programmes comprennent la recherche, la propagande et l'impulsion de réformes législatives, sans pouvoir exécutif en tant que tel.

**8.** La majorité des pays ont souscrit à la "Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes" adoptée par les Nations Unies. Il s'en est suivi la reconnaissance expresse sur le plan constitutionnel de l'égalité des droits civiques pour les hommes et les femmes.

En outre, de nombreux gouvernements ont apporté des modifications, à leur propre initiative, sur le terrain législatif concernant l'égalité formelle et les droits sociaux en matière de divorce par exemple.

L'offensive modernisatrice de nombreux Etats se reflète dans la sphère du travail où ils invoquent "l'égalitarisme" pour permettre une plus forte exploitation des femmes, ce qui contribue à légitimer leurs politiques économiques.

**9.** C'est au plan des programmes économiques que la politique des Etats touche de plus en plus la vie des femmes.

Dans de nombreux pays, les Etats ont mis en œuvre des programmes qui tendent à légitimer et institutionnaliser le marché informel du travail : formation et allocation de crédits aux femmes pour qu'elles puissent trouver des revenus complémentaires sans quitter leur foyer, dans le dessein de dissimuler le chômage, d'éviter au patronat de payer leur prestations à ces travailleuses, et rend plus difficile leur organisation.

D'autres gouvernements ont mis en place des programmes d'emploi temporaire destinés à l'origine aux hommes. Mais ce sont les femmes qui ont occupé ces postes sans aucune sécurité d'emploi et pour des salaires "d'urgence".

D'autres accompagnent leurs programmes de modernisation par des plans de "lutte à la pauvreté extrême" en utilisant la main d'œuvre féminine volontaire pour réaliser des travaux publics.

**10.** Dans nombre de pays, l'Etat réalise une politique agressive de contrôle des naissances, en recourant à la distribution massive de contraceptifs et à la stérilisation forcée. Très souvent, cette politique est directement liée à la négociation avec les organismes internationaux qui les financent et leur ouvrent des crédits. En l'absence d'alternatives de gauche favorables au droit des femmes de décider d'enfanter ou non, il est d'autant plus facile de mettre en œuvre une politique dont l'objectif est de faire tomber le taux de natalité et de convaincre la population que la pauvreté découle du fait d'être "trop nombreux"

**11.** Divers gouvernements ont créé des services de polices qui visent à aider les femmes victimes de violences et de viol, ce qui leur permet non seulement de se légitimer par rapport aux femmes en tant que champions de leur bien-être, mais encore de renforcer et de donner une légitimité à leur appareil répressif.

## **L'église**

**12.** Le poids de l'Église catholique latino-américaine est énorme sur les plans politique, social et culturel. Pourtant, au cours des vingt dernières années, elle est entrée en crise comme en témoignent l'existence de différents secteurs en son sein, dont le secteur qui fait allégeance au Vatican et celui connu sous le nom de théologie de la libération, avec ses différentes tentatives.

La hiérarchie liée au Vatican soutient en général les mesures qui tendent à maintenir le système actuel de domination et donc une position très conservatrice en ce qui concerne les femmes, s'opposant par exemple à la modification des lois sur le divorce, la contraception et l'avortement. De multiples façons, elle développe une politique de renforcement du système familial en place et du rôle soumis des femmes dans ce cadre.

Le courant lié à la théologie de la libération est en général lié aux processus d'auto-organisation des masses pauvres. En règle générale, un très fort pourcentage des membres des communautés de base et des groupes de réflexion biblique sont des femmes. Cela explique que certains membres du clergé soient plus sensibles à l'oppression spécifique qu'elles subissent et à la nécessité d'assumer un engagement politique sur ce terrain. Mais ce qui limite grandement leur prise de conscience politique à ce sujet, c'est la contradiction entre la vision morale traditionnelle dont ils ne se défendent pas et les nécessités concrètes et nouvelles des femmes concernant en particulier la sexualité, la maternité et les contraceptifs. Il n'y a eu que quelques contributions théologiques du point de vue des femmes et de son rapport avec l'objectif de libération qu'adopte ce courant.

On a vu ces dernières années s'accroître également l'activité de divers groupes protestants en Amérique latine. Bien que parmi eux se trouvent des tenants de la théologie de la libération qui ont beaucoup contribué à la théorie féministe, la grande majorité sont caractérisés par une vision sociale et politique extrêmement conservatrice, et particulièrement réactionnaire notamment vis-à-vis des femmes.

## **La famille**

**13.** Tous ces changements sociaux ont eu un impact profond sur la vie de famille de l'ensemble des masses latino-américaines. Elle est soumise à de fortes pressions désintégratrices, alors que n'existe pas de possibilité matérielle pour la majorité de la population d'adopter en pratique le modèle de la famille bourgeoise.

A la campagne, des millions de familles constituent toujours des unités de production, avec, en

général, une distribution rigide des tâches en fonction du sexe, les femmes occupant l'échelon le plus bas dans la hiérarchie du pouvoir, dans la prise de décision aussi bien formellement que réellement. Par contre, elles participent à la production, même si celle-ci est relativement isolée du reste du monde.

En même temps, vingt-six millions d'indigènes concentrés en leur majorité au Pérou, en Equateur, en Bolivie, au Guatemala et au Mexique, conservent à un certain degré leurs coutumes, leurs traditions, leurs façons d'assumer le travail productif sous forme communautaire. D'énormes pressions s'exercent sur ces nationalités pour qu'elles abandonnent leur culture, mais elles résistent à la "latinisation".

Cependant, la crise structurelle de l'agriculture et une relative capitalisation à la campagne exercent une forte pression vers la désintégration de la famille paysanne en tant qu'unité de production autosuffisante, sans que cela la transforme pour autant en simple unité de consommation.

Avec la concentration de la population dans les villes latino-américaines, et le renforcement des relations de production capitalistes au sein de la grande et de la petite bourgeoisie comme dans des secteurs du prolétariat industriel, une famille bourgeoise se constitue. Pourtant, la grande majorité de ces migrants ne font pas partie de la classe ouvrière au sens propre : le capitalisme sous-développé n'a simplement pas d'autre fonction à faire jouer à sa main d'œuvre que de s'intégrer à la gigantesque armée de réserve.

Mais même dans les familles dont l'un des membres au moins réussit à trouver un emploi salarié, comme ouvrier ou employé, il est rare que le revenu de cet emploi soit suffisant pour assurer le maintien du noyau familial, même s'ils doivent affronter le marché du travail comme individus.

Dans d'autres cas, la pression désintégratrice sur la famille est telle qu'elle se disperse tout simplement, d'où le phénomène massif des enfants abandonnés. Par ailleurs, de plus en plus, les femmes se retrouvent chefs de famille.

En outre, la crise engendre des tensions sociales, ce qui augmente non seulement le nombre d'agressions et de viols, mais aussi la violence au sein de la famille.

## **II. La dynamique du mouvement de femmes en Amérique latine aujourd'hui**

**14.** A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> apparaissent les premières organisations de femmes en tant que telles sur la base d'une première identification entre les femmes d'une même communauté immédiate qui vivaient des problèmes et préoccupations en commun. De là vient la tradition de :

- l'organisation des femmes en soutien aux luttes ouvrières depuis le XIX<sup>e</sup> siècle ;
- les luttes des femmes pour leur droit au travail, en particulier dans les secteurs industriels "féminins" qui ont forgé des milliers de cadres expérimentés pour le mouvement ouvrier dans son ensemble ;
- les clubs de mères dans les quartiers pour faire face aux problèmes locaux.

Mais en outre, il existe une certaine tradition d'organisation des femmes autour de revendications proprement féminines. Les femmes bourgeoises s'organisent depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour le droit à l'éducation, l'accès aux professions et, dans certains cas, le droit de vote. Mais dans le cadre de points culminants de la lutte des classes, sont apparues des organisations de masse de femmes de la

classe ouvrière, autour de revendications comme le droit de vote, le droit à la terre, au travail et à l'instruction pour les femmes des couches populaires.

**15.** Au cours des années 1970 et 1980, sont apparus de nombreux groupes féministes analogues à ceux de la même époque en Europe, aux Etats-Unis et au Canada, et sous leur influence. Bien qu'on constate l'émergence d'un mouvement féministe de masse au Brésil pendant une courte période à la fin des années 1970 et le début des années 1980, en Amérique latine, ce processus n'a jamais engendré la construction d'un mouvement organique avec un caractère de masse.

La majorité des groupes étaient caractérisés par le débat idéologique et théorique visaient surtout la conscientisation et la propagande, et ont introduit la "question des femmes" dans les milieux intellectuels et de gauche et dans l'ensemble de la société, pour la première fois depuis des années. Toutefois, le travail des groupes féministes et de conscientisation, même s'il a pu stimuler des réactions de masse, n'a pas débouché sur la construction de structures générales à caractère plus permanent dans les différents secteurs de femmes qui se sont mobilisés à cette époque, qui aurait pu maintenir la continuité d'un mouvement spécifique. L'action des groupes féministes se concentrait en outre dans les grandes villes, voire, dans certains pays, la seule capitale.

Les discussions et la propagande sur des "thèmes" liés à l'oppression - le travail domestique, la violence, la sexualité, l'avortement - ont effectivement touché à des questions vitales pour toutes les femmes. Mais leur position essentiellement propagandiste et de construction par la multiplication de petits groupes a rendu très difficile l'élaboration d'une plate-forme unificatrice de l'ensemble des groupes ou en mesure d'attirer et d'être accessible à la majorité des femmes.

La grande majorité des femmes étaient et demeurent organisées de façon permanente autour de la question de leur survie et de celle de leur famille et la question de la démocratie, dans la situation que crée le caractère semi-colonial de nos pays et la misère qui en résulte. De plus, les couches moyennes n'ont pas subi de contradictions à un niveau suffisamment massif pour provoquer une riposte plus forte dans ce secteur relativement nombreux.

Cette situation a produit une crise de perspectives politiques des groupes autonomes, et dans de nombreux cas, leur disparition ou leur intégration dans des projets étatiques.

**16.** Toutefois, certains groupes et beaucoup de femmes ont commencé à forger d'autres outils pour exprimer leurs préoccupations féministes :

a) Des institutions de soutien et/ou d'éducation, essentiellement financés par des agences internationales. La dynamique centrale de leur activité est très variable. Elles ne se définissent pas toujours comme féministes, mais ont un poids important dans le mouvement féministe par leur activité, que facilite le financement qu'elles perçoivent.

b) Des associations de soutien et/ou de relations avec les femmes, sans financement (centres de services et de rencontre et de réunion, ciné-clubs, associations de quartier, de soutien aux paysannes ou femmes indigènes).

c) Des associations éditrices de revues,

d) Des associations de femmes chrétiennes.

e) Des commissions ou des regroupements syndicaux.

f) Les commissions femmes au sein des partis politiques de gauche.

Toutes ces expériences du mouvement féministe ont prospéré davantage dans les années 80, où leur travail a été orienté vers une tentative d'appréhender le comportement concret des femmes aujourd'hui.

**17.** Des millions de femmes latino-américaines ont vu leur vie quotidienne et leur vision du monde transformées. Elles ont dû quitter l'ombre de leur maison et entrer dans la vie publique de façon précipitée, à la recherche d'activités qu'elles n'auraient jusque-là jamais envisagées, pour subvenir à leur famille.

Une génération entière de femmes jeunes a été élevée dans des conditions de crise, souvent par des mères qui ont vécu ces changements. De ce fait, même si elles peuvent s'y référer idéologiquement, elles n'ont pas comme exemple, en pratique, le modèle de la femme exclusivement confinée aux quatre murs du foyer.

Parallèlement, la pénétration massive des moyens de communication à la campagne et à la ville a conduit à un élargissement, même distordu, de l'horizon de millions de femmes.

**18.** Avec l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail, des millions de femmes, face à l'impossibilité de trouver une solution individuelle, ont dû tenter de trouver une solution collective à la question de la détérioration du niveau de vie et des droits démocratiques. En conséquence, elles participent davantage aux mouvements sociaux et politiques en général, qui concernent des millions de femmes, ce qui leur donne souvent une première expérience de lutte.

Actuellement, la majorité des femmes se trouvent organisées en fonction de leur situation sociale, autour de leurs conditions de vie et de travail (conditions de survie de la famille, de travail domestique et de travail salarié) et autour du problème politique le plus brutal, la lutte contre la répression, pour les droits de la personne et la démocratie.

Au cours des quinze dernières années sont apparus de nouveaux mouvements constitués presque exclusivement de femmes : luttes urbaines et la lutte pour la libération des prisonniers politiques et des disparus.

Les mouvements populaires civiques ou urbains luttent pour résoudre les problèmes de logement, de services et contre la vie chère, pour des millions de gens qui vivent des conditions extrêmement précaires. Les femmes, dans la mesure où elles sont responsables de tous les aspects de l'intendance, pour la plupart sans emploi salarié - et l'absence du foyer qu'implique un poste salarié - sont à la fois les plus motivées et les plus disponibles à participer à ce genre de mouvement centré dans les quartiers.

Par ailleurs, les femmes constituent la force motrice des comités des familles des prisonniers et des disparus politiques, essentiellement par leur identification à leur rôle de mères et d'épouses et leur implication dans la lutte pour arracher leurs fils et filles, leurs époux et leurs frères aux tenailles de la répression.

Le développement des luttes syndicales et paysannes a également impliqué un grand nombre de femmes. Dans les secteurs de main d'œuvre presque exclusivement féminine, elles sont descendues par milliers dans les rues pour la première fois.

Les paysannes et les indigènes, par ailleurs, s'organisent souvent en tant que femmes pour faire face aux problèmes liés tant au besoin de meilleures conditions pour le travail domestique et le bien-être de leurs familles, qu'à la lutte pour leur propre droit à la terre et à des crédits, pour assurer leurs propres revenus qui viennent s'ajouter à ceux de la famille.

**19.** Cette participation à la vie publique, sous différentes formes et à différents niveaux, crée une dynamique contradictoire dans la conscience des femmes : dans leur majorité, elles s'impliquent dans la vie publique en tant que mères et épouses. Une minorité, mais une minorité politiquement significative, le fait en tant que jeunes travailleuses.

Elles quittent leur foyer et leur quartier, se heurtent au pouvoir de l'Etat, du patronat, de la bureaucratie syndicale, des groupes paramilitaires et des caciques à la ville comme à la campagne. En résumé, elles ont précisé ment ce que la morale dominante dicte que la femme ne doit pas faire.

La contradiction centrale à laquelle se heurtent des millions de femmes latino-américaines est la nécessité de remplir le rôle traditionnel de la femme dans la famille, à la maison, et dans le travail domestique au sens plus large, et l'impossibilité de le faire, vu les conditions générales de vie, sans bousculer cette tradition. Cette contradiction est la base objective pour aller vers la construction d'un mouvement de masse pour la libération des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Les conditions en œuvre sur un plan de masse ouvrent la possibilité d'une prise de conscience chez les femmes de leur oppression en tant que femmes. Poussées à descendre dans la rue par la nécessité et la solidarité, elles se heurtent aux obstacles qui les empêchent d'atteindre leurs objectifs. Pour y arriver, pour gagner, elles devront modifier leur comportement, leur conception d'elles-mêmes, leurs conditions de lutte. Pour créer de nouvelles conditions de solidarité et ainsi améliorer leurs conditions de lutte, elles doivent remettre en cause leur propre oppression en tant que sexe. Il n'y aura pas d'issue positive à cette contradiction sans rompre avec leurs conditions sociales, politiques et personnelles qui créent et perpétuent le modèle traditionnel de la femme - mère, épouse et ménagère - à partir de la lutte politique de masse où les femmes sont en première ligne et à la direction.

Cette contradiction est renforcée par d'autres :

- Aujourd'hui la masse des femmes ont accès aux médias de masse, et malgré ses lacunes, des millions de femmes ont accès à l'instruction formelle. Ces moyens leur ouvrent la conscience des possibilités énormes du monde actuel pour le développement individuel en même temps que les modèles offerts aux femmes - qu'ils soient traditionnels ou "modernes" Ces nouvelles connaissances, et les modèles en soi, viennent en conflit avec la réalité de leurs vies.
- Pour la première fois, des millions de femmes ont un accès à la contraception, et peuvent envisager de maîtriser leur propre corps, et de faire des choix en ce qui a trait à la maternité et la sexualité non plus déterminé par la procréation, malgré tous les risques qui découlent d'une politique de contrôle de naissances qui a une motivation périlleuse et une mise en œuvre non-démocratique.
- la mise en place par l'Etat de programmes contre la violence sexiste, si cela implique une forme d'élargissement et même de légitimation de l'appareil répressif de l'Etat, officialise par ailleurs le caractère social de la violence sexiste, mettant à nu par les témoignages la brutalité de cette violence et le grand nombre de cas où elle s'exerce ;
- la propagande bourgeoise sur l'égalité des femmes - qu'il s'agisse de soutenir une politique de contrôle des naissances, de gagner des voix, où de trouver une légitimité aux yeux de la communauté internationale - introduit à un niveau de masse comme jamais auparavant, voire pour la première fois, l'idée que les femmes et les hommes ont les mêmes droits de vant la loi et la société. Parallèlement, au sein des organisations de masse autonomes qui luttent contre la politique de l'Etat et de la bourgeoisie, notamment celles qui brandissent le drapeau de la lutte pour une démocratie réelle, les femmes subissent une discrimination et une marginalisation dans la majorité des cas, qui est autant le fait des militants de base que des dirigeants.

**20.** Or, la reconnaissance de ces contradictions et leur dépassement par la lutte consciente pour la libération de la femme ne sont pas automatiques. Cette reconnaissance dépend de nombreux facteurs dans la lutte sociale, du niveau d'organisation des femmes et de la lutte de classe en général : le rapport de force entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, la capacité de la bourgeoisie et de son Etat de proposer des politiques démobilisatrices et d'autolégitimation aux des femmes, le développement, la force et les relations des organisations révolutionnaires et réformistes avec les mouvements féminins en émergence et leurs positions sur la question féminine. L'ensemble de ces facteurs a une influence sur le développement d'un secteur du mouvement des femmes en mesure de lier en pratique le projet de création d'un mouvement de masse de nature féministe et les prémisses plus générales de la radicalisation et la mobilisation des femmes. Or, l'existence de cette contradiction constitue la base objective des progrès de ces dernières années dans la construction d'un mouvement politique des femmes pour leur libération sur notre continent.

**21.** Règle générale, la dynamique centrale que nous connaissons aujourd'hui en Amérique latine tend à une résolution positive de cette contradiction. Les femmes participent comme jamais auparavant aux luttes sociales et politiques ; elles s'organisent toujours plus en tant que femmes selon leur appartenance sociale ; on voit s'affirmer une frange ou un pôle féministe rénové et renforcé dans le mouvement de femmes ; les organisations politiques non bourgeoises sont davantage contraintes de questionner leurs positions traditionnelles hostiles à la libération de la femme. Si on tient compte des avancées et des reculs dans chaque pays selon la situation, la dynamique générale tend à la formation de mouvements de masse des femmes, avec l'émergence d'un grand nombre de groupes de divers types, qui intègrent à leur plate-forme de lutte et base d'unité, de plus en plus des revendications propres à leur sexe, liées à des revendications qui touchent à la survie et à la démocratie.

**22.** Dans la lutte pour leurs revendications immédiates, la masse des femmes affronte à chaque pas aux obstacles qui découlent de leur oppression spécifique : elles ne sont pas "autorisées" à sortir de chez elles pour militer, qu'elles ne savent pas où laisser leurs enfants, elles se culpabilisent de les "abandonner" ; elles subissent les injures des hommes dans les réunions du mouvement ; leurs organisations sont affaiblies par la concurrence entre elles et le manque de confiance en elles-mêmes et de formation chez les militantes. Ces obstacles sont plus forts dans les organisations mixtes. De plus, le pouvoir méprise les militantes encore plus que les militants, et elles subissent des viols de la police ou des militaires. Il faut surmonter ces obstacles pour pouvoir aller de l'avant. Ces obstacles sont parfois si insurmontables qu'ils font reculer la lutte. Mais en d'autres occasions, on leur oppose des solutions concrètes sous la forme de revendications collectives.

Dans ces cas, les dirigeantes naturelles de nombreux mouvements et organisations de femmes, et souvent les groupes de femmes organisées eux-mêmes, cherchent les éléments qui expliquent l'existence et la dynamique des obstacles pour pouvoir les dépasser. Et c'est le rapprochement avec les secteurs plus féministes qui leur permet de comprendre et de construire les instruments de la lutte et l'organisation nécessaires pour faire face à leurs contradictions en tant que femmes. En outre, de nombreux groupes féministes s'impliquent aux actions des organisations populaires. Par ailleurs, au cours des dix dernières années, un nombre significatif de militantes féministes a émergé au sein des partis politiques, qui ont réussi à affirmer une présence beaucoup plus organique dans le mouvement des femmes, au-delà de leur lutte pour modifier la mentalité de ces partis face à l'oppression des femmes.

Tout ce processus a commencé à engendrer une recomposition sociale et politique du pôle féministe du mouvement des femmes. Bien que bon nombre de militantes restent méfiantes vis-à-vis du féminisme, beaucoup d'autres commencent à s'identifier aux idées féministes et de reconnaître leur utilité pour comprendre et à changer leur réalité. Par ailleurs, les secteurs féministes traditionnels ne peuvent plus nier comme par le passé la "légitimité féministe" des femmes qui combinent leur

activité dans le mouvement des femmes avec leur militantisme de parti.

Une preuve empirique de cette recomposition se trouve dans la participation grandissante de femmes de secteurs populaires aux Encuentros Feministas Latinoamericanas y de Caribe (Rencontres féministes latino-américaines et des Caraïbes) de 1981 à 1987. C'est cette dynamique combinée des contradictions dans les luttes des femmes dans les secteurs populaires pour des revendications de classe et l'interaction avec des couches féministes du mouvement des femmes - incluant sans cesse davantage des femmes qui se sont mobilisées d'abord sur des revendications de classe ou en militant dans un parti - qui a permis que dans de nombreux secteurs on ait commencé à avancer des revendications en tant que femmes dans les programmes de lutte et comme base de mobilisations de masse de femmes ces dernières années.

**23.** Les formes de coordination entre les divers secteurs du mouvement des femmes varient grandement dans leurs objectifs, leur ampleur, leur durée et leur nature.

Parfois il y a des coordinations permanentes, avant tout comme espace de discussion politique, de contact et de soutien mutuel, plutôt qu'autour d'actions et de campagnes, même si ces dernières pouvaient découler de ces coordinations.

D'autres formes de coordination qui combinent parfois des forces clairement féministes et d'autres, qu'il s'agisse de partis ou du mouvement plus large des femmes, sont nées de conjonctures particulières liées à la politique nationale.

Une série de réseaux de travail a également vu le jour, au plan national ou sous-continent, autour de campagnes ou d'activités permanentes de leurs adhérentes. Dans plusieurs pays, les contacts entre les groupes féministes se bornent à des conférences locales, régionales ou nationales, qui débouchent parfois à la mise en place de réseaux d'information entre groupes, sans plate-forme politique commune.

La majorité des femmes qui participent à des coordinations permanentes tendent à le faire à partir de leur situation sociale.

S'il est vrai qu'au début des années 80, les différentes activités des femmes à l'occasion du 8 mars, du 25 novembre ou d'autres activités générales, ont été impulsées par des couches liées aux petits groupes féministes, actuellement, la composition sociale de ces activités et y compris l'initiative de leur préparation appartiennent bien plus souvent à des femmes liées aux secteurs populaires et syndicaux du mouvement.

Au niveau du sous-continent, il y a eu différents contacts et occasions de discussion, avant tout les "Rencontres féministes latino-américaines et des Caraïbes" et les trois conférences du "Front continental des femmes contre l'intervention". Il y a aussi une multitude de rencontres, séminaires, événements internationaux qui jouent le même rôle. C'est au cours de ces initiatives que les Cubaines et les Nicaraguayennes ont établi des contacts accrus avec le pôle féministe latino-américain. 24. La dynamique générale de la vie actuelle des femmes signifie : a) qu'elles s'engagent de plus en plus nombreuses à la lutte politique et sociale et b) elles se trouvent objectivement en contradiction avec leur oppression. Mais pour faire le grand saut entre la transformation de ces conditions en un mouvement politique des femmes pour leur libération, il faut analyser et surmonter une série de problèmes politiques :

#### **a) La diversité des revendications des femmes en lutte.**

La plupart des revendications initiales des femmes découlent de questions locales, ce qui rend difficile l'unité de leurs luttes. Mais l'absence d'unité et donc de contacts avec un plus grand nombre de femmes crée non seulement des difficultés pour gagner la lutte immédiate, mais nuit au

processus de réflexion sur leur oppression en tant que question sociale.

Bien que certaines revendications immédiates unissent les femmes d'un secteur, cette unité ne signifie pas la formation d'un mouvement politique global qui se reconnaisse comme mouvement de femmes. Evidemment, l'unité des femmes, organisées en tant que telles, même sur une base sectorielle, a un effet multiplicateur important dans les autres secteurs. Mais si le mouvement ne s'étend pas politiquement à l'unité des femmes de différents secteurs, le danger s'accroît que le secteur fort lui-même subisse un recul dans ses acquis.

Finalement, quand les diverses organisations avancent des revendications spécifiques aux femmes, celles-ci sont très diverses et difficiles à unifier dans la lutte. Et c'est dans la lutte et des progrès concrets que les femmes verront l'utilité de l'organisation pour leurs revendications en tant que femmes.

### ***b) Clientélisme et entraide : deux dangers dans la construction du mouvement***

Les femmes, notamment dans les quartiers populaires et les communautés paysannes, ont deux manières de survivre : faire des demandes à des corps externes ou essayer d'y apporter une solution par leurs propres moyens.

Adresser à l'Etat les revendications touchant aux problèmes sociaux et politiques a l'énorme avantage de situer la responsabilité là où elle doit l'être, dans l'ensemble de la société et de ses institutions, et donne plus facilement de ce fait à l'action de masse un caractère politique. Des luttes et des mobilisations victorieuses font avancer la conscience globale ainsi que la force et de la confiance en leurs capacités.

L'expérience nous a appris, pourtant, que cette voie n'est pas exempte de dangers : d'un côté, cela peut favoriser une dynamique clientéliste et, de l'autre, ayant obtenu gain de cause sur certaines revendications, les femmes peuvent se retrouver absorbées par des tâches administratives dans la provision des services.

L'autre forme d'auto-organisation pour assurer sa survie, la prise en charge ou l'auto-administration, a l'avantage d'être un processus d'auto-organisation coopérative qui apporte des solutions immédiates à des problèmes d'urgence et valorise le travail domestique, en créant un embryon de socialisation.

Il comporte pourtant deux dangers réels : la légitimation du rôle dévolu aux femmes comme responsables des charges domestiques et du bien-être du ménage, et le danger de l'entraide apolitique.

### ***c) Les difficultés devant la participation politique des femmes travailleuses***

Il est clair qu'il n'y a pas de corrélation automatique entre l'entrée massive des femmes à la population active et leur incorporation à la lutte politique et/ou syndicale en tant que travailleuses :

- 1 Leur incorporation se produit fondamentalement dans les secteurs de main d'œuvre féminine, comme les services, les industries "de femmes" et le secteur informel en général. Règle générale, leur travail est très semblable aux tâches domestiques, ou requiert une grande minutie.
- Le secteur informel implique en général des conditions de travail isolées, en petits ateliers, où des rapports extrêmement paternalistes avec le patron ou le contremaître sont fréquents.
- 1 Même quand les femmes sont incorporées à la grande industrie, la majorité fournit une double journée de travail, à quoi s'ajoutent des entraves supplémentaires à une activité politique ou

syndicale.

- Les femmes travailleuses de perçoivent avant tout comme mère et épouse, et pas en tant que travailleuse, même dans le cas où elles sont le seul soutien du ménage.
- Les camarades de travail font très souvent pression pour qu'elles ne participent pas à la vie syndicale ; et les directions syndicales non seulement ne se préoccupent guère des conditions spécifiques des travailleuses, mais font souvent obstacle à leur participation.
- La majorité des femmes qui militent activement dans les syndicats sont célibataires ou sans enfant. De ce fait, elles s'identifient moins au vécu de la majorité des travailleuses.

Il faut ajouter à ces difficultés le fait que les organisations révolutionnaires ne consacrent pas suffisamment d'attention au travail syndical avec les femmes.

Pour toutes ces raisons, l'organisation des femmes travailleuses n'a pas progressé au même rythme que leur entrée à la population active.

#### ***d) Les tentatives de récupération par l'Etat***

Quand l'Etat a une politique relativement proactive envers les femmes, il faut évidemment répondre par des propositions politiques alternatives avec comme perspective le renforcement du mouvement de masse. Faute d'une telle alternative politique, il deviendra de plus en plus difficile de maintenir l'indépendance de classe, vu que l'Etat semblera plus utile que le mouvement aux yeux des masses.

#### ***e) La prédominance du sexisme au sein des directions du mouvement de masse***

Dans la mesure où la prise de conscience initiale de la majorité des femmes se produit à travers les luttes des mouvements plus généraux, dirigées en général par des hommes, le machisme de ces derniers représente un obstacle important au progrès des femmes. C'est particulièrement important là où il n'y a pas de mouvement politique spécifique des femmes qui défende au niveau national, unifié, les revendications spécifiques des femmes qu'elles commencent à avancer dans les différents secteurs sociaux. D'autre part, le sexisme des directions constitue un obstacle à la construction d'un tel mouvement.

**25.** Depuis quelques années, les directions non bourgeoises des mouvements de masse ont modifié leur conception de la condition féminine et le rôle des femmes dans la société et les luttes.

Dans de nombreux pays, la crise des Partis communistes remet notamment en cause la vieille conception stalinienne du mouvement des femmes conçu comme un auxiliaire du mouvement de masse en général.

Parallèlement, les organisations révolutionnaires discutent de la stratégie révolutionnaire, et abordent dans ce cadre la question du rôle des femmes et de la lutte contre leur oppression spécifique, au moins potentiellement. Pourtant, presque toutes les directions refusent d'inscrire cette question au débat de stratégie et s'opposent à toute prise en considération sérieuse de la question.

Mais au sein de tous les partis politiques de gauche apparaissent des noyaux et des courants féministes qui défendent différentes alternatives quant à la nécessité pour les femmes de lutter pour des objectifs spécifiques. Ces courants ont une influence sur l'orientation de leurs partis, non seulement en fonction de leurs qualités politiques, mais aussi des traditions plus ou moins démocratiques de discussion, de l'insertion sociale du parti et de sa capacité politique d'ensemble à reconnaître et prendre en charge les problèmes réels des femmes en lutte.

**26.** Les débats au sein du mouvement des femmes et de son pôle féministe ont évolué positivement, partant d'une analyse initiale et de l'affirmation de principes sur l'oppression pour inclure à présent la définition des voies pour la construction d'un mouvement de masse des femmes sur leurs revendications spécifiques.

Des éléments de débats plus larges sur la politique et la société dans son ensemble exercent une influence dans ces débats. Ainsi, les tendances politiques en présence exercent une certaine pression sur le débat féministe :

- l'idéologie bourgeoise modernisatrice qui légitime la concurrence comme norme sociale et réduit la démocratie au rapport entre le citoyen et l'Etat, coupée des classes et des questions sociales ;
- l'orientation social-démocrate qui renforce les tactiques gradualistes et institutionnelles ;
- la propagande impérialiste qui identifie mécanismes de marché et démocratie d'une part, socialisme et dictature de l'autre ;
- la perestroïka et la crise en Europe de l'Est, qui tout en reprenant à son compte cette fausse distinction marché/démocratie vs socialisme/dictature, exerce des pressions sur les courants révolutionnaires, affaiblissant ainsi la conception de la rupture nécessaire pour résoudre les problèmes des masses latino-américaines.

Face à ces pressions, certaines féministes se sont intégrées à des projets bourgeois, en particulier dans le cadre de transitions contrôlées à la démocratie qui se sont produites dans certains pays. Vu la faiblesse du féminisme et les positions anti-féministes des oppositions socialistes ou de gauche, elles ont fait confiance ou décidé de collaborer avec des projets bourgeois pour les femmes dans le dessein de "réellement changer la situation des femmes" depuis le pouvoir. Chez plusieurs, on met de l'avant la nécessité de "démocratiser l'Etat", en créant des "espaces pour les femmes" en son sein. D'autres reprennent le discours sur "l'essence féminine" qui serait d'une nature supérieure à "l'essence masculine", ce qui revient à nier la nécessité de construire un mouvement autonome de masse des femmes.

Cependant, la grande majorité des féministes sont indépendantes de la bourgeoisie et de l'Etat, et se considèrent d'une certaine façon de gauche, avec un large éventail de positions défendant la nécessité d'éliminer le capitalisme et de passer au socialisme. Dans ce secteur, pour qui le mouvement large des femmes est le point de référence dans la lutte contre l'oppression spécifique des femmes, le débat est extrêmement diffus, ce qui rend difficile la définition de courants.

Le débat porte notamment sur :

- le rapport entre l'oppression spécifique et l'oppression/exploitation de classe ;
- la lutte pour la démocratie et les revendications féministes ;
- le pouvoir auquel aspirent les femmes ;
- les femmes en tant que sujet social et politique ;
- la validité ou non du concept d'avant-garde dans une stratégie de changement.

### **III. Notre orientation**

**27.** Face à toute forme d'oppression, la seule issue se trouve dans l'auto-organisation des opprimés pour la combattre. Le cas des femmes n'est pas différent. C'est l'auto-organisation autonome des femmes elles-mêmes qui pourra imposer les réformes juridiques et à la politique économique actuelle de l'Etat, comme les changements dans les organisations sociales et politiques de masse, pour améliorer leur situation immédiate et pour favoriser des conditions meilleures pour poursuivre la lutte. C'est à partir de cette auto-organisation, base fondamentale du mouvement pour leur libération, que pourront être réunis la force numérique et la formation politique nécessaires pour peser favorablement sur les événements futurs ; aujourd'hui comme, après la révolution.

Ce n'est qu'à travers un processus d'auto-organisation que les femmes pourront se transformer, collectivement comme individuellement, dans leur vie publique comme privée, de sorte que le rôle traditionnel que jouent les femmes puisse céder la place à un concept nouveau et à une réalité nouvelle de ce qu'être femme veut dire, ce qui se construira dans et par la lutte.

**28.** Une lutte féministe exhaustive, conséquente, ne se limite pas à l'égalité formelle entre les femmes et les hommes, mais vise à révolutionner de fond en comble les rapports entre eux, à mettre fin à la construction socio-historique du genre. Un tel changement ne peut pas se réaliser pleinement dans le cadre de la société de classe, notamment dans le contexte latino-américain actuel d'exploitation et d'oppression, dans des pays qui subissent la domination impérialiste. De ce point de vue, il est de l'intérêt de toutes les femmes de lutter pour le renversement du système capitaliste patriarcal qui nous opprime et de construire une société socialiste, démocratique et pluraliste. Cette révolution et cette nouvelle société peuvent seules établir les bases pour enrayer l'oppression que subissent les femmes aujourd'hui.

Cependant, l'élimination de l'oppression des femmes n'est pas le résultat automatique de la révolution anticapitaliste ni de la société post-capitaliste. Pour que les femmes puissent transformer leur propre vie, être des acteurs révolutionnaires dans la prise du pouvoir et le renversement des régimes bourgeois en place, et avoir la force requise pour influencer favorablement les événements dans la société post-révolutionnaire, elles doivent construire dès maintenant un mouvement politique fondé sur leurs revendications spécifiques. La constitution de ce mouvement les transformera en sujet politique, qui lutte pour ses propres intérêts ; l'intérêt historique qu'ont les femmes à éliminer la société de classes patriarcale est la base de leur transformation en sujet révolutionnaire. Dans la pratique, cette transformation pourra aller de pair avec le développement politique du mouvement lui-même et de son avant-garde.

**29.** Pour que se construise ce mouvement aujourd'hui, il faut partir des conditions, des formes d'organisation et des revendications que les femmes ressentent comme les leurs, qu'elles soient ou non spécifiques à leur sexe. L'auto-organisation des femmes selon le secteur social autour de leurs revendications les plus urgentes est un élément essentiel pour renforcer les femmes sur les plans social et collectif, et donc comme individus, ce qui favorisera le développement de la conscience de l'oppression de genre, bien que ce développement ne sera pas automatique.

Sans aucun doute, la lutte des femmes pour leurs propres objectifs restera étroitement liée aux luttes de l'ensemble de la population laborieuse, même si se constitue un mouvement politique propre. Dans la construction de ce mouvement se combineront des revendications générales de classe avec des revendications spécifiques aux femmes, comme bases de son unité. Néanmoins, cette dynamique connaît des hauts et des bas dans la promotion de revendications spécifiquement féministes.

Un niveau supérieur d'organisation du mouvement populaire favorisera la reconnaissance de la lutte des femmes pour leurs propres revendications. Cela tient à ce qu'un plus haut niveau de coordination et d'unité implique non seulement de meilleures chances de gagner, mais également un plus haut niveau de politisation, la création de bases unitaires plus larges et la compréhension de la nécessité de s'organiser de façon permanente pour prendre en charge non pas une seule question mais toute une série de questions.

Sur le plan pratique, cela implique simplement qu'il peut y avoir une meilleure division du travail au sein des organisations militantes et davantage d'attention à l'analyse conséquente de leur réalité.

La mise en commun des forces qui visent à développer la conscience des femmes de leur oppression spécifique est plus efficace pour rejoindre un plus grand nombre de femmes.

Mais il n'y a pas de rapport mécanique entre le mouvement populaire global et le progrès des femmes. Les femmes doivent disposer d'une expression politique propre, et cela ne sera possible que par un effort conscient pour impulser dans chaque mouvement le processus d'analyse et de politisation sur l'oppression fondée sur le genre, ce qu'on pourrait appeler la féminisation des revendications, de l'organisation et de la dynamique politique du mouvement des femmes.

**30.** Dans le processus même de la construction du mouvement, différentes questions se posent :

a) Face à la diversité de leurs revendications, qui reflète non seulement les différents besoins mais aussi les différents niveaux de conscience, il faut se saisir de chaque opportunité pour unifier les luttes et établir une plate-forme revendicative qui permette d'avancer vers la formation d'un mouvement politique de plus en plus clairement défini comme tel.

b) Face aux dangers du clientélisme et de l'entraide, il faut aussi bien renforcer la démocratie interne dans les organisations de masse en général et les espaces politiques et les organisations de femmes en particulier, qu'assurer un fonctionnement démocratique du mouvement de femmes dans son ensemble. Par ailleurs, il faut souligner le caractère politique des revendications des femmes - elles ne peuvent pas être satisfaites par la charité - et la nécessité impérieuse de préserver l'indépendance de leur mouvement vis-à-vis de la bourgeoisie et de son Etat.

c) Malgré les difficultés qu'ont les femmes qui travaillent à participer à la vie syndicale et politique, il ne faut pas en tirer la conclusion que leur participation au mouvement de femmes n'est pas centrale. Vu simplement la quantité de femmes qui accèdent à la population active, malgré les obstacles à leur participation, il y a plus de femmes que jamais auparavant qui participent aux activités syndicales. Et quand elles s'associent à un processus collectif de prise de conscience et de lutte contre leur oppression comme femmes, en plus de leur oppression comme travailleuses, leur progression est beaucoup plus rapide que dans les autres secteurs, du fait de leurs conditions de vie et de travail, leur concentration numérique, pour tout dire, leur situation sociale.

d) Face aux tentatives de l'Etat pour récupérer le mouvement de femmes, particulièrement son pôle féministe, il faut non seulement défendre résolument son autonomie pour des raisons historiques, mais aussi avancer des propositions politiques sur le type de changements d'ores et déjà nécessaires au niveau du gouvernement. Nous devons pour ce faire avancer les critères suivants dans le mouvement : faire la distinction entre les services que l'Etat a l'obligation de développer, avec un contrôle maximum de la part des usagers, et le fait que nous acceptions ou proposons que l'Etat organise les femmes (comme avec le "Programme femme aujourd'hui" en Argentine). Tant qu'il s'agit de proposer une législation, il est plus aisé de conserver l'indépendance du mouvement de femmes tout en soutenant un projet de loi. Mais au niveau de l'exécutif (secrétariat d'Etat ou ministère de la santé, de la justice, du bien-être social ou de la famille), le type de relations que le mouvement peut

établir avec différents programmes de l'Etat est plus problématique. Si nous exigeons et obtenons un programme de santé pour la maternité, par exemple, nous ne pouvons pas nous contenter de laisser à l'Etat sa définition, son développement et sa mise en œuvre, mais le mouvement ne peut pas non plus l'assumer totalement. Le critère que nous pouvons adopter est de s'en tenir à des propositions et au contrôle vigilant des programmes, mais de ne pas en assumer le fonctionnement. Lorsque la gauche contrôle des municipalités, l'objectif de ses programmes doit être d'impulser l'auto-organisation du mouvement, comme cela s'est fait à la base avec le programme "un verre de lait" dans de nombreuses municipalités du Pérou. La simple mise en œuvre du programme, sans l'auto-organisation des femmes, ne garantit pas l'avenir, et ne renforce pas non plus le mouvement des femmes, ni de ce fait les objectifs mêmes à long terme de la gauche.

e) Face au sexisme qui prévaut dans le mouvement de masse et dans ses directions, il faudra établir des mécanismes de discussion en son sein, consolider les espaces ouverts aux femmes dans les organisations de masse, et promouvoir le débat, non seulement autour des propositions concrètes d'action et de revendications, mais aussi sur les origines, les manifestations et les solutions à l'oppression des femmes, c'est-à-dire la discussion théorique.

**31.** Pour que ce processus puisse progresser, il faut renforcer le pôle féministe des organisations et le mouvement des femmes :

a) En renforçant la recomposition de ce pôle pour y associer sans cesse plus de femmes dirigeantes des mouvements de masse de façon qu'elles puissent, conjointement à celles des groupes autonomes, des institutions non gouvernementales, des partis politiques et des jeunes qui veulent aujourd'hui s'associer à cette lutte, se forger comme avant-garde réelle du mouvement de femmes dans son ensemble.

b) En établissant de plus larges espaces pour la discussion politique et théorique en tant qu'avant-garde par le biais de rencontres, de coordinations autour de campagnes concrètes, de publications, de séminaires, etc.

c) En orientant ce pôle de sorte que sa priorité soit celle du rapport avec le mouvement de femmes dans son ensemble afin qu'il puisse :

- se saisir de chaque occasion pour avancer des revendications unitaires spécifiques aux femmes ;
- se saisir de chaque occasion pour unifier le mouvement des femmes ;
- assurer la continuité de ce mouvement ;
- favoriser la réflexion et l'élaboration théorique qui constituent une mémoire collective du mouvement ;
- développer des orientations alternatives autonomes face aux propositions de la bourgeoisie et de son Etat.

Pour ce faire, il faut développer une alternative politique au sein du pôle féministe, en alliance avec d'autres secteurs qui partagent cette optique. Si d'autres courants et partis révolutionnaires, actuellement absents de cette élaboration politique, seront gagnés au féminisme, cette conscience contribuera au développement de l'alternative.

**32.** La raison d'être de nos organisations révolutionnaires est de constituer un instrument politique utile pour que nos peuples s'organisent, défient et propulsent leurs propres projets d'avenir en tant que nation, en accord avec leurs intérêts, à l'opposé de ceux de la bourgeoisie et de

l'impérialisme. La révolution et la nouvelle société socialiste que nous voulons créer ne peuvent émaner que de l'ensemble du peuple travailleur, et c'est pourquoi notre courant marxiste révolutionnaire défend une conception du féminisme qui vise à une transformation profonde, à la subversion de l'ordre établi.

Pour cela, nous devons être les premiers à impulser le mouvement des femmes pour leur libération, le débat au sein du mouvement de masse et la gauche – notamment la gauche révolutionnaire – sur la nécessité et les moyens de construire ce mouvement.

**33.** Quasiment toutes nos sections sont engagées dans la réorganisation de leur travail femmes et la reformulation de leur perspective politique pour la construction du mouvement des femmes.

Cet effort s'inscrit dans le contexte général qui impose d'affronter plus efficacement la construction de nos organisations, et il en fait partie. En ce qui concerne le travail femmes, la réorganisation doit affronter les problèmes suivants :

- A un degré ou un autre, nos sections n'ont pas saisi la dynamique centrale de radicalisation de la majorité des femmes et nous avons dû effectuer un tournant vers les secteurs de masse, en travaillant à partir des revendications immédiates.
- L'absence d'un féminisme de masse et de centralisation du mouvement général des femmes en tant que mouvement politique, tout comme les pressions sexistes de la société dans son ensemble sont de lourds obstacles à l'impulsion d'une position féministe conséquente.
- Nombre de nos militant(e)s aujourd'hui n'ont pas été formé(e)s à notre conception programmatique féministe et cela rend plus difficile l'élaboration d'une orientation politique concrète pour le mouvement.
- Tout cela explique que les difficultés objectives que rencontrent toutes les militantes soient peu prises en charge par les directions et qu'elles soient donc contraintes d'y faire face individuellement.
- Il en résulte de moindres efforts pour associer les femmes aux tâches de direction politique.

A l'évidence, les possibilités de chaque section pour résoudre cette situation diffèrent selon son insertion sociale et le nombre de cadres, ainsi que le niveau de construction d'une équipe de direction collective.

**34.** Nous devons avoir pour objectif général l'élaboration des orientations politiques concrètes et de les impulser dans la lutte elle-même. Pour ce faire, nous devons :

- a) Former les camarades sur notre optique programmatique féministe.
- b) Clarifier nos positions théoriques quant aux débats en cours dans chaque pays pour pouvoir intervenir avec une plus grande clarté.
- c) Développer des formes organisationnelles adéquates à chaque situation qui nous permettent :
  - d'assurer l'efficacité et non pas la surcharge de travail des camarades qui font le travail femmes ;
  - d'assurer que l'ensemble du parti, et en premier lieu toutes les camarades, prennent part à l'élaboration de l'orientation politique quant au travail femmes.
- d) Compenser dans la mesure de nos possibilités les obstacles qu'affrontent les camarades femmes ;

- faciliter le militantisme des femmes qui ont des enfants ;
  - des mesures de formation qui visent les militantes ;
  - confier aux femmes des responsabilités, de façon consciente et préférentielle, en cherchant notamment à établir une correspondance proportionnelle entre le nombre de femmes aux instances de direction et à la base, en recourant s'il le faut au système des objectifs ou des quotas lors des élections.
- 

## Notes

[1] Voir [La révolution socialiste et la lutte pour la libération des femmes](#)